

---

LA TROISIEME REPUBLIQUE DANS LES ANNEES 1930

---

SOMMAIRE

---

1.	Le tournant des années 1930	4
A.	<i>LA VITALITÉ DE LA FRANCE</i>	4
B.	<i>DES FAIBLESSES PROFONDES</i>	5
2.	Le retour de la gauche au pouvoir (1932 – 1934)	5
A.	<i>LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE MAI 1932</i>	5
B.	<i>LES CONTRADICTIONS DES GOUVERNEMENTS RADICAUX</i>	6
C.	<i>LE 6 FÉVRIER 1934</i>	6
3.	Le Front populaire, des origines à sa chute (1934-1938)	7
A.	<i>LA FORMATION DU FRONT POPULAIRE</i>	7
B.	<i>LA VICTOIRE DU FRONT POPULAIRE ET LE GOUVERNEMENT DE LÉON BLUM (MAI 1936 – JUIN 1937)</i>	8
C.	<i>LA FIN DU FRONT POPULAIRE</i>	11
4.	Les débuts du gouvernement Daladier	11
A.	<i>L'ENTERREMENT DU FRONT POPULAIRE</i>	11
B.	<i>L'AUTORITÉ DE DALADIER</i>	12
C.	<i>L'ESPRIT PUBLIC À LA VEILLE DU CONFLIT</i>	12
<b>Conclusion</b>		<b>13</b>

### Dates clés

Juin 1929 : plan Young

Octobre 1929 : krach Boursier à Wall Street

1931 : la crise touche la France de plein fouet

1932 : Assassinat Paul Doumer et élection Albert Lebrun à la présidence de la République

Crise du 6 février 1934 et création du front populaire

Mai 1936 à juin 1937 : front populaire au pouvoir

Juillet 1936 : début de la guerre d'Espagne qui dure jusqu'en 1939

1937 : vague d'assassinats menés par la Cagoule

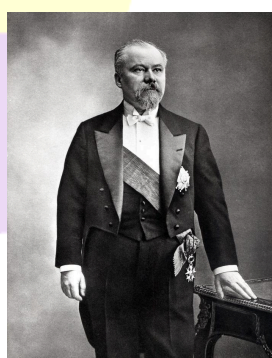
29-30 septembre 1938 : Accords de Munich



Léon Blum



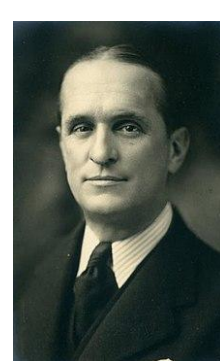
Edouard Herriot



Raymond Poincaré



Camille Chautemps



Maurice Thorez

Edouard Daladier

François de la Rocque

Au lendemain de la 1<sup>ère</sup> guerre mondiale, l'opinion s'interroge sur les pertes et les destructions, s'attachant à gérer les préoccupations les plus immédiates ; pourtant, les conséquences les plus importantes, comme les déséquilibres nés du conflit, échappent à la compréhension immédiate. Les années 20 débutent par une période de crises monétaires et financières, puis une stabilisation tardive arrive en 1926. Dans le domaine politique, de 1919 à 1926 s'ouvre une phase de luttes internes et passionnelles, qui là aussi se stabilise autour de Raymond Poincaré en 1926. Le fragile équilibre est péniblement maintenu de 1926 à 1931.

**C'est en 1931 que les français prennent conscience de la crise économique. Elle atteint surtout les classes moyennes c'est-à-dire l'assise sociale de la République. Il s'ensuit une remise en cause autour du régime ainsi qu'une remise en question profonde des idéologies politiques traditionnelles. Ceci débouche sur une paralysie politique et sur une crise de régime, dont l'évènement le plus marquant est la journée d'émeute du 6 février 1934.**

**Le Front populaire qui remporte les élections en 1936 tente de juguler la crise mais il se heurte vite à des difficultés d'ordre internationales : guerre d'Espagne, puis en interne opposition de la droite et de l'extrême droite.**

- **Paysage politique de l'entre-deux-guerres :**

**De la gauche modérée à l'extrême gauche se succèdent trois partis principaux : le Parti radical, le Parti socialiste SFIO, le Parti communiste SFIC né au Congrès de Tours en 1920. Le congrès de Tours marque la division profonde entre la gauche communiste et non communiste.**

**A droite, une bonne partie des conservateurs qui s'étaient trouvés écartés du pouvoir avant 1914 joue un rôle éminent dans l'entre-deux-guerres. La droite, prise dans son sens le plus large, remporte les élections de 1919 et de 1928, elle perd celle de 1924, 1932, et 1936, mais avant la fin de chacune de ces législatures peut inspirer la politique gouvernementale (en 26, 28 et 38). La droite classique se divise en trois sensibilités :**

- **les vrais conservateurs** (la plupart appartenaient à la Fédération républicaine dont le groupe parlementaire s'appela en 1919 Entente républicaine démocratique et après 1924, Union républicaine démocratique)

- **la droite libérale**, se disant indépendante et authentiquement modérée, englobant le centre, se répartissant en diverses formations

-**les démocrates chrétiens** qui fondent en novembre 1924 le Parti démocrate populaire

**Les extrêmes droites rejettent violemment la III<sup>e</sup> République, le régime et ses pratiques politiques.** On y voit l'Action française, née en 1898 en pleine Affaire Dreyfus, les ligues (comme les croix de feu menée par le colonel François de la Rocque), mettant l'accent sur l'embrigadement des adhérents, l'action directe et la manifestation de rue.

Le début des années 1930 est un temps d'espérance. Beaucoup de jeunes, conscients des faiblesses de la France cherchent avec conviction et enthousiasme des voies nouvelles (communisme, fascisme, personnalisme, corporatisme...).

Les élections de 1932 (avec un néo-Cartel) et de 1936 (le Front populaire) qui voient la gauche l'emporter par deux fois semblent par ailleurs donner corps à ces aspirations. Le Front populaire tente de juguler la crise en accroissant le pouvoir d'achat des masses et en adoptant des réformes de structure.

Cependant, la crise mondiale, les rivalités partisans, le déchaînement des passions françaises et de l'antisémitisme vont contrecarrer ces espoirs. La gauche échoue chaque fois dans sa gestion et doit renoncer à exercer seule le pouvoir au bout de deux ans en 1934 et en 1938. Daladier rompt cette période en s'appuyant sur les modérés, en signant les accords de Munich avec Hitler et Mussolini, en remettant en cause les acquis sociaux de 1936.

Les années 1930 sont dès lors des années de déception.

## 1. LE TOURNANT DES ANNÉES 1930

---

### A. LA VITALITÉ DE LA FRANCE

---

**Les sacrifices consentis par la France durant la guerre lui valent une certaine estime et une autorité morale. Son armée est considérée comme la première du monde. L'acceptation des plans Dawes et Young sur les réparations illustrent la bonne volonté des Français** de même que l'évacuation en 1930 (5 ans avant la date prévue) de la rive gauche du Rhin. La France possède le deuxième empire colonial, fière de l'œuvre civilisatrice dans cette « France des cinq parties du monde »...

**En économie, le Franc paraît solide, le stock d'or augmente, le budget est en excédent.** La production connaît une forte croissance, le chômage est quasi nul et pour obtenir de la main d'œuvre, de nombreux immigrants sont appelés (en 1930, trois millions d'étrangers vivent en France)

**Le prestige de la France repose sur des succès scientifiques, culturels.** En 1928, Bergson obtient le prix Nobel, en 1929, Louis de Broglie l'obtient aussi pour ses travaux de mécanique ondulatoire. La littérature s'enrichit avec Claudel, les surréalistes, Gide, Mauriac. Paris attire de nombreux artistes (Hemingway, Chagall, Picasso).

### B. DES FAIBLESSES PROFONDES

---

**La France, marquée par la guerre, est empreinte d'un pacifisme excessif,** elle se voit forcée de conduire une politique extérieure consensuelle. L'économie, bien que redressée souffre de la concurrence de ses voisins et **la grande dépression des années trente, si elle touche la France plus tardivement, la touche aussi plus longtemps.** Un certain désarroi s'installe, les intellectuels ont conscience de traverser une crise de civilisation. Enfin, le prestige culturel de la France ne doit pas faire oublier la vitalité de l'Allemagne, et surtout de Berlin, notamment en philosophie (Heidegger, Jaspers).

## 2. LE RETOUR DE LA GAUCHE AU POUVOIR (1932 – 1934)

---

La gauche revient au pouvoir et comme en 1924 ne le conserve que deux ans.

---

### A. LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE MAI 1932

---

Au cours de ces élections, Tardieu se pose en chef de la majorité conservatrice sortante, enjoignant les radicaux à les rejoindre, mais ces derniers préfèrent cependant rester à gauche. C'est au final la gauche qui l'emporte.

Le président Doumer ayant été assassiné par un extrémiste russe, Gorgulov, c'est Albert Lebrun, élu le 10 mai 1932 qui demande à Herriot de former un gouvernement. Les revendications de la SFIO étant jugées trop excessives, c'est avec les radicaux et les modérés qu'Herriot va composer son gouvernement. Il ne veut pas s'opposer aux milieux d'affaires.

---

### B. LES CONTRADICTIONS DES GOUVERNEMENTS RADICAUX

---

Le maintien au ministère des finances de Germain Martin, en poste dans le précédent gouvernement de Tardieu indique le choix de Herriot de maintenir la déflation menée jusque là par la droite. Il veut l'appui parlementaire des socialistes. Les socialistes entendent cependant mener une politique de relance fondée sur le pouvoir d'achat.

Autre contradiction, alors qu'Herriot souhaite mener une politique de fermeté envers l'Allemagne et se résigne à contre cœur à l'abandon des réparations lors de conférence de Lausanne en juin 1932, les socialistes restent pour leur part fidèles à la politique de conciliation.

L'abandon des réparations dues à la France est un bon moyen pour Herriot de provoquer un choc politique. Il provoque un choc au lieu d'attendre un vote hostile suscité par ses choix budgétaires. Indiquant à la chambre que la France se doit d'honorer ses engagements envers ses alliés, les députés justifiant l'abandon des paiements aux alliés par la suppression des réparations renversent Herriot.

**C'est alors une nouvelle instabilité, avec cinq gouvernements successifs** (Paul-Boncour (soc), Daladier, Sarraut, Chautemps (rdx)). Il n'y a de fait plus de majorité, c'est une émeute qui provoque un reclassement politique.

---

### C. LE 6 FÉVRIER 1934

---

**Le 6 février représente à la fois l'aboutissement du malaise institutionnel et idéologique ;** Le régime n'avait pas connu de telle émeute depuis le début du siècle au temps de l'Affaire Dreyfus. Les origines de cette crise se trouvent dans les diverses crises que connaît la France d'alors. **Crise économique avec près de 900.000 chômeurs. Scandales politico – financiers éblouissant des élus**, principalement radicaux. En effet depuis la fin des années 1920 des « affaires » se succèdent. Ce sentiment de corruption est vulgarisé par les ligues et l'action française qui dénoncent « les voleurs »...

Ce sentiment culmine en 1933 avec **l'affaire Stavisky**, au départ vulgaire affaire d'escroquerie. Alexandre Stavisky, juif d'origine russe, réalise une vaste escroquerie financière. Fondateur du crédit municipal de Bayonne, il avait émis près de 200 millions de bons de caisse sans contrepartie. En fuite ce dernier est retrouvé mort à Chamonix, officiellement d'un suicide. La presse d'extrême droite dénonce une manipulation et indique qu'il a en fait été assassiné. Manipulation, car Stavisky aurait bénéficié d'une trop grande indulgence de la part de la justice, le Procureur de la République auprès du tribunal de Seine étant le propre beau-frère de Camille Chautemps. L'affaire secoue fortement le système en place. Outre le député de Bayonne (Garat), le procureur général de Paris est compromis. Pour l'*Action française*, cela ne fait pas de doute, Chautemps est lui aussi corrompu.

**Les origines juives de Stavisky accentuent la polémique**, Xavier Vallat et Céline dénoncent les faits de la « juiverie ». (cf Céline, *Bagatelles pour un massacre*). **C'est dans ce contexte que le gouvernement Chautemps démissionne le 28 janvier 1934. Lebrun appelle Daladier. Ce dernier ordonne certaines mesures d'organisation, dont le déplacement du préfet de Paris, Jean Chiappe, jugé favorable à l'extrême droite. Cette dernière saisit ce prétexte pour une manifestation d'ampleur.**

La 6 février 1934, alors que les députés investissent Daladier, la manifestation se déroule. Alors que des coups de feu (dont l'origine ne fut jamais clairement établie) sont tirés à l'approche du pont de la Concorde, la manifestation dégénère et va durer une partie de la nuit (15 morts et 1.500 blessés). Les députés, pour montrer qu'ils ont le contrôle de la situation, investissent Daladier à une large majorité, mais celui-ci démissionne dès le lendemain (abandonné par les autorités militaires et policières qui refusent de s'engager dans la voie de la répression).

### 3. LE FRONT POPULAIRE, DES ORIGINES À SA CHUTE (1934-1938)

---

Porteur de nombreux espoirs et de certaines avancées sociales, le Front populaire va cependant se solder par un échec.

#### A. LA FORMATION DU FRONT POPULAIRE

---

**Il est la suite logique de la situation de crise générale : crise économique et ses conséquences sociales, le chômage, les menaces sur l'emploi des fonctionnaires.**

Pourtant, après le 6 février 1934, on croit à une nouvelle union nationale autour de Doumergue, successeur de Daladier. Las celui-ci ne connaît pas le même succès que Poincaré. A sa chute en novembre 1934, ses successeurs, Flandin, Bouisson, Laval et Sarraut n'apportent guère de solutions.

**Le front populaire s'est construit par étapes à la suite du 6 février 1934, considéré par la gauche comme une tentative de coup d'Etat fasciste. C'est un rassemblement de la gauche dont l'initiative vient paradoxalement du PCF. L'internationale inquiétée par la montée en puissance de l'Allemagne hitlérienne souhaite barrer la route au fascisme et autorise une alliance avec les socialistes et tous les démocrates.** Ainsi, lors de la conférence d'Ivry, Maurice Thorez propose-t-il une unité d'action aux socialistes, laquelle sera signée le 27 juillet 1934. Le rapprochement des radicaux sera facilité par l'influence des intellectuels (Alain) et par l'émergence des « jeunes turcs » (Zay, Cot, Mendès-France) qui souhaitent ancrer le parti radical à gauche. Ce rapprochement est par ailleurs facilité par les réactions d'hostilité suscitées par la politique extérieure de Laval, complaisante avec Mussolini (Ethiopie), et par sa politique

économique rigoureuse de déflation. Le 12 janvier 1936, le « Rassemblement populaire » publia son programme autour du slogan « pain, paix, liberté ».

---

B. LA VICTOIRE DU FRONT POPULAIRE ET LE GOUVERNEMENT DE LÉON BLUM (MAI 1936 – JUIN 1937)

---

A la suite d'une campagne animée, la gauche l'emporte avec 376 sièges contre 236 à la droite. **Léon Blum, chef de la SFIO, parti majoritaire, est appelé à former son gouvernement. Il est le premier juif à occuper une telle fonction.**

**Le PC soutient ce gouvernement sans y participer**, principalement parce que les soviétiques ne veulent pas affoler l'opinion en lui imposant des ministres révolutionnaires, mais veut rallier la France à leur politique anti-allemande. Le gouvernement comprend :

- 12 socialistes
- 13 radicaux
- 4 divers.

Auriol (finances), Salengro (intérieur) (soc) ; Daladier (défense), Zay (éducation) (rdx) et trois femmes : Cécile Brunshwicg, Irène Joliot-Curie et Suzanne Lacore. Investi le 6 juin 1936, le gouvernement Blum se trouve devant une tâche urgente : résorber l'immense vague de grèves que connaît la France.

Sous l'égide de Blum, des négociations entre les syndicats et le patronat débouchent sur les **accords de Matignon** (liberté syndicale respectée, congés payés, augmentation des salaires de 7 à 15 %) et des mesures législatives complémentaires : dont les 40 heures et les 15 jours de Congés payés + la scolarité passe de 13 à 14 ans La 11 juin, Thorez déclarera « il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue. Il faut même consentir au compromis. Tout n'est pas possible ». Fort de cette popularité le gouvernement Blum engage des **réformes de structure** :

- création de l'Office national interprofessionnel du Blé pour régulariser le marché en achetant les récoltes à un prix fixé par l'Etat.

- modification du statut de la Banque de France : fin de la mainmise des « 200 familles », les 200 plus gros actionnaires qui seuls ont le droit de vote à l'Assemblée générale
- nationalisation des industries de guerre votée en août 1936

Ces mesures, timides, contrastent avec la façon dont elles sont reçues dans l'opinion, décrites comme une « soviétisation de la France » par la presse de droite. C'est surtout un esprit nouveau qui souffle sur la France, dans le domaine colonial comme dans la vie quotidienne :

- exemple en Algérie : le projet Blum-Violette envisage d'accorder la citoyenneté française aux musulmans officiers et sous-officiers, détenteurs de titres universitaires, etc...
- Léo Lagrange, sous-secrétaire d'Etat aux sports et aux Loisirs est chargé de donner un contenu positif aux loisirs que dégage la loi des 40h.

Ainsi la mystique du Front populaire commence à naître, période de libération de l'homme affranchi de la machine, retrouvant place et dignité dans la société.

Mais cette période heureuse **s'achève avec le début de la guerre d'Espagne** qui éclate en juillet 1936. Alors que les communistes soutiennent les républicains espagnols et appellent au combat, les radicaux et une partie des socialistes exigent la neutralité de la France, redoutant que l'intervention en conduise à un affrontement avec les Etats fascistes. Blum choisira la non intervention. (à cause du refus des britanniques d'appuyer une aide française à l'Espagne)

**Blum est obligé de déclarer une « pause » dans l'ordre du progrès social. Les communistes qui lui reprochaient déjà la non intervention en Espagne vont désormais lui reprocher sa timidité programmatique.** En décembre 1936, ils s'abstiennent sur un vote de confiance sur la politique extérieure du gouvernement.

**Les haines et les calomnies contre le gouvernement Blum s'accroissent, sur deux thématiques : l'anticommunisme et l'antisémitisme** (Décret du 18 juin 1936 a cependant fait dissoudre les ligues). A côté de cette atmosphère de haine et de violences, les difficultés économiques qui résultent de l'hostilité des milieux d'affaire comme des erreurs du gouvernement va entraîner la défection des classes moyennes (inquiètes et déçues) et la fin du Front populaire.

**Le Front populaire commence à se déliter sérieusement. Lorsque Auriol, le 21 juin 1937, demande les pleins pouvoirs financiers au Parlement, le Sénat refusant, Blum remet sa démission le lendemain. Les espoirs immenses suscités dans les milieux populaires s'évanouissaient avec la débâcle du Front populaire.**

---

### C. LA FIN DU FRONT POPULAIRE

---

En dépit de la chute de Blum, la majorité parvient à maintenir une fragile unité, avec un gouvernement à direction radicale. C'est Chautemps qui devient le nouveau président du Conseil. Il conserve de nombreux membres précédents, comme Blum en vice-Président. Chautemps obtient les pleins pouvoirs financiers refusés à Blum, mais rapidement, un certain désordre s'installe en France (vague d'attentats en 1937 par les membres de la Cagoule, enlèvement d'une personnalité russe blanche, le général Miller, vraisemblablement par des agents soviétiques)

**Cet immobilisme se traduisait aussi dans la politique de défense avec le maintien de la ligne Maginot**, mais, ce choix défensif étant fait, il aurait fallu allonger la ligne Maginot jusqu'aux Ardennes en cas de passage des armées allemandes à travers la Belgique.

Chautemps, lassé des attaques de la gauche contre son gouvernement démissionne et constitue un gouvernement sans socialistes, mais il démissionne à nouveau le 9 mars 1938. Blum est chargé de former un nouveau gouvernement, il souhaite une unité nationale que la droite refuse. Il demande très vite les pleins pouvoirs financiers mais le Sénat effrayé par le plan de relance d'inspiration keynésienne refuse, Blum démissionne. Le Front populaire a vécu. A droite et parmi le patronat, cette période laisse de mauvais souvenirs. Avec le temps à gauche se développe une nostalgie du Front populaire, symbole d'une gauche conquérante et généreuse.

En deux années, la France va passer de l'espoir sous Daladier à l'effondrement le plus complet.

### 4. LES DÉBUTS DU GOUVERNEMENT DALADIER

---

Le gouvernement formé par Daladier en avril 1938 marque par sa longévité (mars 1940) et la popularité de son chef.

---

### A. L'ENTERREMENT DU FRONT POPULAIRE

---

Daladier entretient avant son investiture un certain flou sur ses projets. Si les socialistes ne sont pas au gouvernement, c'est parce qu'ils ont refusé les places proposées. Habilement, Daladier reprend en partie le slogan du Front populaire « Pain, paix, liberté », transformé en « Liberté, patrie, paix ». La substitution du terme « patrie » à celui de « pain » est la marque de la tension internationale. Son gouvernement est marqué par l'arrivée de Paul Reynaud et de Georges Mandel (dte).

Rapidement cependant, les choix de Daladier l'éloignent de la gauche. Restaurant la monnaie par une nouvelle dévaluation, il déclare par ailleurs qu'il faut « **remettre la France au travail** », **peu à peu il anéantit les mesures sociales du Front populaire.**

Le 1<sup>er</sup> novembre 1938, il nomme Reynaud aux finances. Ce dernier entouré d'une équipe compétente (Rueff, Sauvy, Couve de Murville, Debré) augmente la durée de travail hebdomadaire (48h/semaine), assouplit l'embauche et le licenciement...

**Cette rupture se retrouve aussi à l'extérieur. Le 29 septembre 1938, à l'issue de la conférence de Munich réunissant Hitler, Mussolini, Chamberlain et Daladier, la Tchécoslovaquie est sacrifiée au profit d'une paix précaire.**

---

### B. L'AUTORITÉ DE DALADIER

---

De la fin 1938 à septembre 1939, Daladier jouit d'une popularité et d'une autorité considérable. Son image rassurante, sa sincérité, son énergie et son engagement dans l'espace public en font un homme politique apprécié. Ses efforts pour redresser l'économie sont aussi salués et servent son prestige. Cette autorité lui permet de tenir tête à Mussolini lorsque celui-ci déclare vouloir annexer la Savoie, le comté Nice, la Corse et la Tunisie.

---

### C. L'ESPRIT PUBLIC À LA VEILLE DU CONFLIT

---

L'autorité de Daladier s'exerçait d'autant plus facilement que l'opinion publique et les partis politiques sont profondément divisés.

- Le clivage majeur est alors entre les **anti-munichois** et les **munichois**.

*Rappel : Les **Accords de Munich** ont été signés entre l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie représentées respectivement par Adolf Hitler, Edouard Daladier signant à contrecœur, Neville Chamberlain, et Benito Mussolini qui s'était commis en intermédiaire, à l'issue de la conférence de Munich, tenue du 29 au 30 septembre 1938 en l'absence du président tchécoslovaque Edvard Beneš, qui n'a pas été invité. Ils mettent fin à la crise des Sudètes et indirectement scellent la mort de la Tchécoslovaquie comme État indépendant.*

Les anti-munichois pensant qu'il faut neutraliser l'Allemagne avant qu'il ne soit trop tard, les munichois préférant la paix à tout prix, refusant un conflit pour sauver la petite Tchécoslovaquie. Presque tous les partis sont alors partagés par ce clivage, hormis les communistes et les démocrates-chrétiens du Parti démocrate populaire ; y compris au sein du gouvernement (Zay = anti ; Bonnet, Chautemps = pro). Daladier résumé bien les tendances de l'opinion : il se résigne à défendre les accords de Munich, mais considère que c'est « une immense défaite diplomatique ».

Il existe aussi à droite, des hommes patriotes et / ou lucides. Ainsi Reynaud, Mandel, Kerillis. De même, au sein de l'Action française, avec Henri d'Astier de la Vigerie ou Honoré d'Estienne d'Orves, renient par leur nationalisme le pacifisme de leur maître, Maurras. **Si l'extrême droite semble affaiblie, écartée du pouvoir, certaines des idées qu'elle défend depuis longtemps se diffusent dans la société (xénophobie, antisémitisme).**

## CONCLUSION

---

Vingt ans après la fin de la Grande Guerre la France entre à contrecœur dans un nouveau conflit qui entraînera, outre ses conséquences terribles, la mort de la III<sup>e</sup> République. La France est isolée et mal préparée au conflit. La diplomatie et la stratégie souffrent elles aussi de cette crise française qui est loin d'être résorbée en 1939. A l'automne 1939, l'activité économique n'a pas retrouvé son niveau de 1930. La déclaration de guerre en septembre 1939 ne provoque aucun mouvement d'Union sacrée. L'atmosphère de haine passionnelle qui s'est fait jour avec le Front populaire ne disparaît avec l'échec de celui-ci. Le danger extérieur, loin de permettre un rapprochement des français, sert dans les querelles politiques : la gauche accuse la droite de

capituler devant Hitler par haine du socialisme ; la droite rend le Front populaire responsable de la capitulation pour avoir affaibli la France en octroyant aux ouvriers les 40 heures et les congés payés.

